

CHAQUE JEUDI, EN KIOSQUE, ACHETEZ LE MONDE LIBERTAIRE, AU PRIX DE 10 F

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

GRATUIT

Supplément au n° 1020

7 - 13 décembre 1995

Comités de grève, assemblées générales, comités de quartier, syndicats...

POUR L'AUTO-ORGANISATION DES LUTTES

LE GOUVERNEMENT JUPPÉ récolte ce qu'il a semé. En multipliant sciemment les provocations envers les salariés et les étudiants, il aura déclenché un mouvement dont les conséquences bouleversent déjà la donne des luttes sociales. L'isolement et l'atomisation des individus, la morosité sociale et les réflexes corporatistes auront largement été battus en brèche. C'est que chacun d'entre nous a bien compris que la grève déclenchée par les cheminots était aussi la sienne et que c'était maintenant ou jamais qu'il fallait se battre si l'on voulait changer le cours des choses. C'est à partir de cette réflexion que les initiatives se sont multipliées. Et si chacun avait de bonnes raisons de descendre dans la rue pour exiger la satisfaction de ses revendications particulières, l'ensemble des travailleurs de la Fonction publique, comme du secteur privé et comme l'immense majorité des étudiants, ont vite compris l'intérêt qu'il y a à lutter ensemble et de manière coordonnée.

La conscience de classe en hausse

Cette prise de conscience collective d'avoir les mêmes intérêts à défendre s'est matérialisée très concrètement dès les premières manifestations où grévistes et étudiants ont défilé côte à côte. Il y avait de la joie, une fraternité et le sentiment de vivre un moment particulier qui n'échappait à personne, lorsque les différents cortèges syndicaux se rassemblaient pour n'en former plus qu'un seul.

De manière pratique et réelle, les bases ont été jetées pour qu'un mouvement social de classe et d'envergure s'affirme au fil des luttes en cours et à venir. Plus rien ne sera tout à fait comme avant.

La généralisation de la grève est un impératif

Mais aujourd'hui, seule la généralisation du mouvement de grève peut obliger le gouvernement et le patronat à répondre aux aspirations sociales. Le monde du travail doit mettre toutes ses forces dans cette bataille... le plus vite possible ! Il s'agit donc pour les anarchistes de contribuer à cette mobilisation, partout où ils le peuvent. Notre mot d'ordre est simple : grève générale ! C'est le slogan qui fleurit dans toutes les têtes et qui s'expriment à travers les innombrables initiatives émanant de la base.

On ne compte plus les sections syndicales et les syndicats de base de toutes les branches professionnelles qui se sont exprimées dans ce sens, avec l'appui de la grande majorité des non syndiqués. Les salariés n'ont que faire des étiquettes et des querelles de chapelles, et se moquent de savoir si cela plaît ou non à leurs leaders syndicaux. Ils prennent position par eux-mêmes et pour eux-mêmes, en toute autonomie car la réussite de cette grève générale est une question de survie collective ! La montée en puissance de cette colère sociale est irréversible. Elle peut encore s'amplifier et gagner en détermination.

L'auto-organisation est un moteur de la lutte

Pour continuer à s'étendre et gagner en profondeur, ce mouvement de grèves doit s'auto-organiser et répondre à plusieurs nécessités de plus en plus urgentes :

— créer et susciter des réseaux d'entraide en matériel, en nourriture, en argent doivent s'organiser, car les grévistes ont besoin de manger, et les fins de mois vont encore être plus difficiles que d'habitude, pendant et après la grève ;

— faire circuler l'information, les propositions et les initiatives prises ici et là, car il y a peu de chance que les médias officiels le fassent à notre place.

— débattre et de réfléchir sur les perspectives sociales et politiques de ce mouvement ;

— des structures anti-grève sont mises en place à l'initiative du RPR ou d'autres partis de droite, voire d'extrême droite. Il va sans doute falloir répondre à des campagnes de calomnies et de provocations en tout genre, qui peuvent se développer très rapidement ;

En créant sa propre dynamique interne, en s'auto-organisant, en

développant toutes les potentialités qui lui donne sa personnalité, ce mouvement se donnera les moyens de toucher toutes les couches de salariés, de chômeurs, d'exclus, d'étudiants, de retraités, d'immigrés, de femmes et autres galériens de cette société, qui forment la grande masse de la population.

Un mouvement profondément social et populaire...

La caractéristique de ce mouvement est qu'il est exclusivement et totale-

ment social et économique. Il n'a que faire des stratégies politiciennes, des prochaines élections, de la dissolution de l'Assemblée nationale ou d'un quelconque référendum. Ce n'est pas son problème.

Pour les salariés du privé et du privé, pour les chômeurs, pour les étudiants, pour tous les exploités :

— il faut en finir avec le chômage, la misère, les inégalités, la précarité des emplois, les prélèvements sociaux, les régressions sociales, le racisme... ;

— il faut en finir avec les privilèges des riches toujours plus riches, l'arrogance et le cynisme des classes

(suite p. 2)

BROCHURE ANARCHISTE N° 9 éditions du Monde Libertaire

25 F

(+ 3,70 F de frais de port)

Réflexions et propositions anarchistes sur

le travail



SOMMAIRE DE LA BROCHURE AU VERSO

« Réflexions et propositions sur le travail »

Bon de commande (chèque à l'ordre de PUBLICO), à envoyer à : *librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.*

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

.....

.....

Pour l'auto-organisation des luttes

(Suite de la « une »)

politiques toujours plus aux ordres du patronat. C'est cela qui est exprimé avec force et détermination. C'est ce qui cimente et donne sa cohésion à ce profond mouvement populaire.

Vers un critique radicale et internationale du système capitaliste

De fait, c'est toute une évolution de la société qui est remise en cause. Il s'agit bien d'un refus de se soumettre à la loi du marché mondialisé, aux spéculateurs internationaux, à un mode de production capitaliste qui nie et broie les individus au gré de ses intérêts du moment, produisant un jour ici, un autre jour là-bas, selon le coût local de la main d'œuvre.

En ce sens, il faut avoir conscience que cette lutte va avoir des répercussions considérables au niveau international. Des millions de travailleurs vont se rendre compte que notre grève les concerne directement parce qu'ils vivent et subissent les mêmes drames. Et notre lutte peut devenir la leur. Il n'est pas impossible de voir se développer une solidarité internationale des travailleurs qui soit enfin autre chose que de simples déclarations de principe.



Extrait de Max Deblé, Philippe Caron.

Une lutte pour la dignité humaine

Face à de tels enjeux, il faut s'attendre à affronter un gouvernement et un patronat déterminés à tout faire pour briser les grèves. Ils

utiliseront tous les moyens en leur possession pour nous diviser, nous acheter, nous désinformer, nous réprimer, nous provoquer. Ils ont de l'argent et la plupart des grands médias à leur disposition. Ils ont aussi avec eux un certain nombre

de bureaucrates syndicaux et de politiciens plus ou moins compromis dans leurs combines. De toute façon chacun est face à ses responsabilités, et en temps utile nous tirerons les leçons des prises de position des uns et des autres.

Pour nous travailleurs, il est clair que nous avons en tout premier lieu la légitimité ; à savoir le droit à une existence digne et libre. Nous avons aussi le nombre et le fait que c'est de notre travail collectif que sont tirées toutes les richesses produites. Nous avons également la solidarité, l'entraide et la volonté d'obtenir satisfaction. Reste à savoir structurer et organiser notre mouvement dans le temps, car les Juppé, Chirac et compagnie vont résister le plus longtemps possible et essayer de l'emporter à l'usure.

Tous unis dans la grève générale autogestionnaire, nous vaincrons !

BERNARD
(groupe Déjacque - Lyon)

Brochure anarchiste n° 9

SOMMAIRE

- Etat des lieux de l'exploitation capitaliste.
- Le travail, ce n'est pas la santé.
- Femmes et travail : une situation spécifique.
- Syndicalisme.
- De la reconversion des industries de guerre.
- Abolition du travail.
- Construire l'édifice.
- Les coopératives.
- C'est bien dommage de travailler.

Pas de partage du travail sans partage égalitaire des richesses

Nous sommes aujourd'hui dans une situation où les politiques se révèlent incapables de démonter le mécanisme d'exclusion en cours, ou même de l'enrayer (mais le veulent-ils réellement ?)

En effet, le chômage est le produit d'une logique économique et politique, celle du capitalisme. Le travail, qui est la source de revenus de l'immense majorité, subit la loi de l'offre et de la demande. Le chômage (mais aussi la menace du chômage) a également des conséquences sociales sur ceux qui ont un emploi.

DES MESURES — Pour diminuer le chômage, on constate qu'il existe

comme un lieu commun, repris par la classe politique, à savoir le travail à temps partiel partout où cela est possible, avec diminution de salaire. En fait, créer de nouveaux emplois grâce aux économies faites sur le dos des travailleurs auxquels on demande d'accepter, contraints et forcés, de travailler moins (en nombre d'heures) et de gagner moins. Dans les faits, on sait que dans les entreprises où le partage du travail a été pratiqué, il l'a été sous prétexte de préserver des emplois, mais à aucun moment dans le but de créer de nouveaux postes. Le discours dominant évoque la création d'emplois, essentiellement sous la forme de petits boulots. Dans le même temps, on constate que, ces deux dernières années, le nombre d'heures supplémentaires a doublé (enquête INSEE 1995), que les emplois précaires représentent près de 25% des emplois salariés (10% en 1975).

Cette solution des petits boulots et des stages bidon (d'ailleurs fort lucratifs) est non seulement intolérable mais représente un gâchis à l'encontre des individus, qui n'ont d'autres possibilités pour survivre que d'être exploités et/ou assistés par l'Etat et le patron.

La « flexibilité », quant à elle, n'a absolument pas pour vocation de permettre des embauches, mais au contraire de rationaliser la gestion de l'entreprise au profit du patronat. Ce patronat qui, profitant d'enquêtes d'opinion favorables au partage du travail avec diminution de salaire, a saisi l'occasion pour mettre en place des plans de restructuration qui représentent autant d'importantes régressions sociales. Ces plans sont d'ailleurs toujours abondamment relatés par les médias officiels, qui parlent de plébiscite, alors qu'il s'agit de chantage. Cette notion de partage ne tend, en fait, qu'à mettre en conflit, en opposition, les chômeurs et ceux qui travaillent, alors que la véritable opposition demeure celle entre exploités et exploités.

DES CONSÉQUENCES — La sacrosainte loi du marché ne correspond pas, en vérité, aux besoins réels des personnes mais seulement aux besoins de ceux qui ont les moyens de consommer... Les autres sont exclus, sacrifiés pour les besoins du capital. Si nous ajoutons à cela que nombre de travaux sont loin d'être indispensables, voire même nuisibles, il paraît évident qu'une nouvelle organisation du travail, dans sa répartition et son contenu, est non seulement une question essentielle pour l'avenir de l'humanité mais un problème auquel il est maintenant urgent d'apporter une solution. La logique mondiale du capitalisme est celle du profit immédiat et du transfert de nombreuses productions en direction de pays où la main d'œuvre est la moins coûteuse. Les Européens ont tout autant le droit de travailler que les Asiatiques et ceux-ci ont parfaitement le droit de ne pas être plus exploités que les Européens qui ont encore du travail.

PARTAGER ? — Nous ne pouvons partager le travail sans partager les richesses. Nous ne pouvons admettre que certains se partagent la misère tandis que d'autres se partagent les bénéfices. Partager, oui, mais tout partager. Les privilèges doivent être abolis, les ressources naturelles appartenir à tous. Le travail doit avoir pour objectif de subvenir aux besoins matériels des individus et non de les aliéner. La production doit être utile (conçue pour durer et non pour maintenir le taux de production) et rationalisée dans l'intérêt de la collectivité non dans celui du patronat. Un temps de travail réduit pour tous ; un temps libre accru pour tous, une société garantissant au minimum à chacun un logement décent, les besoins vitaux de nourriture et de soins ainsi que l'accès à la formation.

PAS DE LIBERTÉ SANS ÉGALITÉ SOCIALE — Un partage du

travail réel et effectif ne peut s'instaurer que dans une société libertaire ; c'est-à-dire ayant pour base l'égalité économique et sociale. L'égalité de droit constitue une garantie de liberté optimale pour chacun. Un partage réel ne peut être parcellaire : les décisions et la gestion doivent devenir l'affaire de toutes et de tous ; le terme « gestion » étant pris dans un sens global.

En effet, toute production ayant pour objectif un mieux être social, la gestion de celle-ci doit être organisée par les consommateurs ou usagers. Tout cela ne va pas tomber du ciel, un grand soir, il faut donc, dès aujourd'hui, entamer un processus menant à une abolition du salariat, ainsi que du chômage.

Ne pouvant compter sur la classe politique ni sur le patronat pour opérer un tel changement, les exploités devront compter sur eux-mêmes et gérer enfin leurs propres affaires, décider enfin de quoi sera faite leur vie quotidienne.

La Fédération anarchiste est une organisation révolutionnaire dont le projet demeure une société égalitaire fondée sur le fédéralisme et la gestion directe. Ses militants sont engagés dans diverses organisations syndicales et/ou associations, afin de parvenir, dès aujourd'hui, à des progrès sociaux allant dans le sens d'une émancipation sociale réelle. Il est possible, dès maintenant, d'entamer un processus revendicatif capable de mener à une remise en cause des vraies raisons du malaise, à savoir le capitalisme d'Etat ou privé. Nous exigeons la réduction du temps de travail dans tous les secteurs d'activité, sans diminution des revenus. Il nous semble parfaitement évident que nous n'obtiendrons satisfaction que par la lutte. Il appartient donc aux salariés d'être aujourd'hui solidaires en actes des exclus ; cette solidarité passe nécessairement par une solidarité des salariés entre eux.

GRUPE LOUISE-MICHEL
(Paris)

Le groupe Makhno publie une brochure intitulée : « Les Anarchistes et la Sécu ».
Prix : 20 F (port compris).
Chèque à l'ordre du CESS.
Commande : Groupe Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

Supplément au n° 1020 **Rédaction-Administration**
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays.....
A partir du n°(inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.